



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

32099  
**Distr. : GENERALE**

**E/ECA/CM.14/18**  
**11 février 1988**

**FRANCAIS**  
**Original : ANGLAIS**

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**Neuvième réunion du Comité technique  
préparatoire plénier**

**Niamey (République du Niger)**  
**5 - 12 avril 1988**

**Point 6 de l'ordre du jour provisoire**

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**Vingt troisième session de la Commission/  
quatorzième réunion de la Conférence  
des ministres**

**Niamey (République du Niger)**  
**14-18 avril 1988**

**Point 6 de l'ordre du jour provisoire**

**COMMERCE ET DEVELOPPEMENT : RAPPORT SUR LA SEPTIEME SESSION  
DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE  
ET LE DEVELOPPEMENT**

\* E/ECA/TPCW.9/1/Rev.1.  
\*\* E/ECA/CM.14/1.

## I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport s'inspire a) de la Déclaration des ministres africains du commerce et du développement-Réunion préparatoire à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement tenue du 16 au 18 novembre 1986 et b) du rapport de la neuvième Conférence des ministres africains et du développement tenue les 19 et 20 mars 1987 (Document E/ECA/OAU/TRADE/33). Le rapport vise à évaluer les résultats de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement compte tenu de ses objectifs et de ses réalisations eu égard à la région africaine. Toutefois, une analyse valable des implications des conclusions de cette septième session doit être examinée dans un contexte plus général. En particulier, il importe de savoir si les résolutions adoptées seront appliquées et à quel rythme; en outre il convient de déterminer si le refus public manifesté par certaines parties au cours de la Conférence était un élément à long terme irrévocable.

## II. HISTORIQUE ET OBJECTIFS

2. Les objectifs principaux de la Conférence n'ont pas changé au fil des ans. Toutes les sessions précédentes de la Conférence ont porté sur des questions analogues. Les seules différences entre les six sessions précédentes et la septième session sont la longueur de l'ordre du jour et la durée des sessions. En effet, la septième session s'est tenue du 9 juillet au 3 août 1987 tandis que les précédentes avaient duré entre cinq semaines et trois mois.

3. L'historique et les objectifs de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sont pratiquement bien connus à l'exception peut-être des divers thèmes adoptés par chaque session. Les six premières sessions peuvent donc nous permettre de faire l'historique de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. C'est compte tenu de ce qui précède que le thème "relance du développement, de la croissance et du commerce international dans un environnement plus prévisible et plus adéquat, grâce à la coopération multilatérale : évaluation des tendances économiques pertinentes et de l'évolution structurelle au niveau mondial et formulation appropriée de politiques et mesures portant sur les questions principales" dans un certain nombre de domaines au niveau international a été retenu.

4. Au contraire, la septième session tenue à Genève a adopté un ordre du jour intégré avec un point principal ainsi subdivisé :

a) Ressources pour le développement, y compris les questions financières et monétaires connexes;

b) Produits de base;

c) Commerce international;

d) Problèmes des pays les moins avancés, eu égard au nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés.

5. On devrait aussi dire que l'ordre du jour de la septième session n'a été adopté qu'à l'issue d'une longue discussion aussi bien au cours des sessions précédentes du Conseil du commerce et du développement qu'au cours des consultations que le Secrétaire général de la CNUCED a tenues avec certains gouvernements dans les capitales respectives des pays. C'est ainsi qu'il y a eu un compromis à l'issue d'environ quatre mois de consultations intensives sur la base d'accords à différents niveaux 1/. L'ordre du jour prévoyait notamment que la Conférence fasse une évaluation des tendances économiques pertinentes et des changements structurels mondiaux en tant que préalable à la formulation de politiques et mesures précises. C'est en outre dans le cadre des "accords conclus" que l'évaluation devait porter en particulier sur le rôle du secteur privé dans le développement eu égard au droit de chaque pays de choisir son système économique et social.

### III. QUESTIONS INTERESSANT LA REGION

6. La participation de l'Afrique à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement avait été décidée en 1985 au cours de la huitième session de la Conférence des ministres africains du commerce tenue à Brazzaville 2/ bien avant que le Conseil du commerce et du développement ait mis au point l'ordre du jour de la Conférence.

7. Les objectifs que visait l'Afrique en participant à la septième session de la Conférence peuvent être définis dans le contexte de la décision citée plus haut qui, notamment, invitait à identifier des domaines du commerce, de la politique monétaire et des finances dans lesquels une action internationale serait la plus bénéfique pour les pays en développement 2/. La Conférence des ministres africains responsables du commerce et du développement a réaffirmé les priorités de la région en tant qu'objectifs à atteindre. En d'autres mots, les actions prioritaires ont été définies en fonction de l'objectif consistant à développer les économies des pays africains dans un environnement international plus favorable. Ces priorités ont en outre été définies en fonction de la nécessité de financer le développement économique et de réaliser l'objectif global du programme intégré

---

1/ Voir document TD/328 de la CNUCED, 7 mai 1987, page 1.

2/ Commission économique pour l'Afrique Rapport de la huitième session de la Conférence des ministres africains du commerce, Brazzaville, (Congo), 28-31 octobre 1985, Décision 9 par. 103 par. (X) et (XI).



pour les produits de base parce qu'il vise à fournir des ressources en vue du développement et de la diversification des économies tributaires de l'exportation de produits de base.

8. C'est dans le cadre évoqué plus haut que la Conférence des ministres africains du commerce et du développement préparatoire à la septième session de la CNUCED a été convoquée à Addis Abeba les 16 et 17 mars 1987. De concert avec la neuvième session de la Conférence des ministres africains du commerce, les ministres ont adopté une position commune sur les questions du commerce et de développement constituant la contribution de la région aux propositions qui ont par la suite été présentées par la sixième réunion ministérielle du Groupe des 77 à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui s'est réunie à Genève du 9 juillet au 3 août 1987.

9. Lorsqu'ils ont défini une position commune et renforcé la solidarité avec d'autres régions du Groupe des 77, les ministres africains responsables du commerce n'ont pas perdu de vue qu'il était nécessaire de relancer et de promouvoir collectivement la coopération économique internationale en vue du développement de façon à atteindre les objectifs du nouvel ordre économique international. La position de l'Afrique a été intitulée : "Déclaration d'Addis-Abeba des ministres africains du commerce et du développement - Réunion préparatoire à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement" 3/.

#### IV. PARTICIPATION AFRICAINE

##### a) Le cadre général

10. Conformément à la décision des ministres africains du commerce réunis à Addis-Abeba au cours de la réunion préparatoire régionale à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et tel que rappelé à la Havane au cours de la sixième réunion ministérielle du Groupe des 77, les délégations africaines se sont réunies le 6 juillet 1987 au Palais des Nations à Genève pour examiner deux points de l'ordre du jour : a) élection de leurs porte-parole principaux sur chaque question à l'ordre du jour; et b) adoption d'une stratégie et de procédures régionales à propos de chaque point de l'ordre du jour en vue de défendre les intérêts de l'Afrique tels qu'énoncés dans la Déclaration d'Addis-Abeba et tels qu'ils figurent en partie dans la Déclaration de la Havane du Groupe des 77 4/.

11. A cet égard, la réunion a rappelé qu'il était nécessaire de maintenir la solidarité du Groupe des 77 tout en invitant ses porte-parole africains à éviter de perdre ce que la région avait déjà gagné, en particulier, ces

---

3/ Voir document E/ECA/TRADE/70, Déclaration d'Addis-Abeba des ministres africains du commerce et du développement - Réunion préparatoire à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Addis-Abeba, 1987, préambule, par. 6.

4/ Voir document 77/MM(VI)/3 Déclaration de la Havane : "Revitalisation

éléments découlant du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Examinant la question des stratégies et procédures possibles, la réunion avait décidé de s'en tenir à la décision de compromis figurant dans la Déclaration d'Addis-Abeba tout en reconnaissant que la Déclaration de la Havane du Groupe des 77 ne reflétait pas pleinement un bon nombre des questions revêtant un intérêt particulier pour l'Afrique. Néanmoins, les futurs porte-parole africains ont été invités à faire en sorte de ne pas perdre le peu qui avait été gagné et qui figurait dans la Déclaration de la Havane du Groupe des 77. De même, il a été décidé que tout soit fait pour introduire au cours du processus de négociation, d'autres éléments ayant un intérêt pour l'Afrique et fondés sur la Déclaration d'Addis-Abeba sans que cela soit une remise en cause de la position collective adoptée avec d'autres membres du Groupe des 77. Ils ont en outre exprimé leur désir d'être les principaux porte-parole en ce qui concerne les produits de base. Dans d'autres domaines où d'autres groupes régionaux de l'Amérique latine et de l'Asie ont manifesté leur détermination d'être soit Président soit Rapporteur, l'Afrique a cherché à obtenir des rôles comparables. Il convient ici de mentionner que les porte-parole des différentes régions ont constitué la "Troika du Groupe des 77".

12. La réunion a en outre été l'occasion pour de nombreuses délégations qui ne possèdent pas de missions résidentes à Genève d'être informées par le Président en exercice du groupe africain de Genève. Parmi les questions importantes soulevées figurent les suivantes a) le groupe B ne voulait pas accepter la Déclaration de la Havane comme base de négociation. Il a estimé que ces décisions avaient été prises en dehors du cadre de la CNUCED; b) le groupe a insisté pour qu'on consacre beaucoup de temps à la question de "l'évaluation" de la situation économique mondiale avant que la Conférence puisse examiner les mesures de politique; c) le groupe a proposé un principe totalement nouveau pour le choix des membres du bureau, à l'exception du Président de la Conférence. Le groupe B a fait savoir qu'il souhaitait que d'autres groupes désignent assez tôt des candidats au poste de président des comités de session, ce qui équivalait à un "examen" des candidats. La position des pays du groupe D au sujet de certaines parties du document du Groupe des 77 était en fait la même que celle du groupe B.

b) Examen des questions

13. Ce qui était peut-être unique au sujet de la Conférence c'est qu'elle s'est déroulée à un moment où l'Afrique assurait la présidence (Zimbabwe), le Président du Conseil du commerce et du développement était un Egyptien et le Secrétaire général un Ghanéen. L'Afrique (Tanzanie) avait également assuré la présidence du Comité préparatoire qui avait élaboré le document préliminaire du Groupe des 77. On peut déduire de ce qui précède que la présence africaine s'est manifestée tout au long de la Conférence.



14. La conduite générale des travaux de la Conférence a reflété la plupart des clivages qu'a connus la Conférence depuis la première session en 1964. La majorité des déclarations et certaines revendications politiques faites par des chefs de délégation en séances plénières ne faisaient que reprendre un certain nombre de vieux thèmes et aussi d'attitudes. C'est ainsi par exemple que certains membres du groupe B ne semblent être allés à la Conférence que pour pouvoir signifier au Groupe des 77 que la Déclaration de la Havane ou d'autres déclarations similaires ne seraient jamais une base de discussions lors de ces conférences. Les membres du Groupe des 77 de leur côté, à part la déclaration faite par le Chef de la délégation pakistanaise ont estimé qu'ils avaient joué cartes sur table et n'attendaient donc que la réaction des autres groupes.

15. La Conférence a examiné les points de l'ordre du jour en constituant quatre comités de session. Les débats au sein des comités de session étaient un prolongement de la plupart des points de vue exprimés en séance plénière et de ce qui s'était passé depuis. Il n'y avait pas de possibilité de se tromper sur le futur rôle de la CNUCED qui ne devait être qu'un rôle de pourvoyeur d'assistance technique, c'était notamment le point de vue du groupe B. C'est ce qu'on a vu lorsqu'une allusion a été faite à l'initiative de Punta del Este en ce qui concerne la nouvelle série de négociations commerciales ou le "Uruguay Round" sous les auspices du GATT.

16. La question des produits de base, notamment de ces éléments portant sur le commerce, a fait l'objet de la même résistance de la part des pays du groupe B. Cependant, les chances de voir l'Accord sur le Fonds commun être appliqué se sont améliorées lorsqu'on a appris que l'URSS, la Côte d'Ivoire, le Pérou et Madagascar avaient annoncé qu'ils allaient ratifier l'Accord. D'autres éléments importants tels que le Système de financement compensatoire pour les produits de base n'ont pas été réglés mais cette question a été examinée de façon plus approfondie.

17. La question des ressources pour le développement a été examinée à un moment où les pays du groupe B montraient une certaine réticence à discuter de problèmes qui n'étaient pas du ressort de la CNUCED. Ce n'était pas parce que ceux qui rejetaient les solutions proposées ne reconnaissaient pas la CNUCED comme le forum approprié ou que ces questions n'avaient rien à voir avec le commerce. A notre avis, c'était parce que certains groupes craignaient que le Groupe des 77 acquière plus d'influence au sein de la CNUCED que du FMI ou de la BIRD.

18. Les travaux au sein du Comité de session sur les PMA que tous les participants avaient estimés faciles se sont révélés très ardues. Cependant, les Africains ayant été sages d'avoir persuadé un pays nordique (Norvège) d'assurer la présidence, on a pu parvenir à un accord à la fin de la Conférence. Les conclusions reprenaient la plupart des éléments figurant dans le nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80.

## V. LES RESULTATS OBTENUS

19. Il est plutôt difficile de déterminer quantitativement dans quelle mesure les résultats de la Conférence ont répondu directement et indirectement aux aspirations africaines. Sauf peut-être si on les rapporte à la Déclaration d'Addis-Abeba des ministres africains responsables du commerce et du développement lors de la réunion préparatoire à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et aux éléments figurant dans la Déclaration de la Havane.

20. On se rappellera que dans sa déclaration d'ouverture à la réunion des ministres africains du commerce chargée d'élaborer et d'adopter une position africaine, le Secrétaire exécutif de la CEA avait souligné que la réunion préparatoire se tenait à un moment critique de l'histoire économique de notre continent. Critique parce que depuis la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Afrique avait connu une crise économique et sociale sans précédent dont les aspects et les effets dépassaient ses frontières. Il avait aussi souligné que la crise que traversait la région africaine avait débouché sur un autre fait positif. Par exemple, il avait permis de comprendre mieux la nature et l'importance de l'appui escompté de la communauté internationale pour compléter les efforts des gouvernements et des peuples africains. C'est ainsi qu'il a cité le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique qui a été adopté en juin 1986 lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique critique en Afrique.

21. Il y a eu toutefois un certain nombre de réalisations qui ont eu un effet direct et indirect sur la région africaine à la suite des conclusions adoptées à la fin de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Sur la base de l'Acte final de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement tel qu'adopté par la Conférence lors de sa septième session 5/,

a) Evaluation des tendances économiques pertinentes et des changements structurels globaux : Conclusions et implications sur le plan des politiques, raffirment le caractère bénéfique de faits récents parmi lesquels, entre autres, l'acceptation générale de la nécessité de soutenir les mesures d'ajustement visant à assurer la croissance dans les pays en développement. En particulier ce qui est stipulé dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique qui préconise des mesures devant être prises aussi bien par les pays africains que par la communauté internationale.

5/ Voir Acte final de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ONU, New York, TD/350, GES7-52103, septembre 1987.

b) Les politiques et mesures proposées portent sur les questions suivantes :

- i) Problèmes de la dette et ressources pour le développement;
- ii) Produits de base et meilleures chances pour l'Accord sur le Fonds commun concernant le Programme intégré pour les produits de base de devenir opérationnel étant donné qu'un certain nombre de pays parmi lesquels ceux à qui un appel avait été lancé dans la Déclaration d'Addis-Abeba des ministres africains du commerce ont pris des dispositions pour ratifier l'Accord;
- iii) Le commerce international y compris des aspects autres que l'acceptation du fait que : "tout en adoptant des mesures visant à améliorer l'accès au marché, on ne devrait pas perdre de vue les problèmes particuliers des pays les moins avancés";
- iv) Problèmes des pays les moins avancés, eu égard au nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés.

22. Les résultats obtenus au cours de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, notamment les aspects profitant directement à la région africaine dépendent de la façon dont "l'Acte final de la septième session" est interprété. Il importe de noter toutefois que la septième session est différente des précédentes. Aucune résolution formelle n'a été adoptée; à la place, la Conférence a adopté l'Acte final de la septième session, une synthèse de tout ce qui avait fait l'objet d'un accord général de toutes les parties à la Conférence. Ce texte a été élaboré par le Groupe de contact du président sur la base des travaux au sein des quatre comités de session et des déclarations de politique faites en séance plénière par les divers chefs de délégation dont huit chefs d'Etat et de gouvernement (trois de l'Afrique à savoir : Congo, Egypte et Zimbabwe).

#### VI. SUIVI

23. Nous voudrions recommander que chaque pays ainsi que la région évalue les implications à court, moyen et long termes des résultats de la Conférence ainsi que les actions à entreprendre, eu égard aux préparatifs intensifs de la Conférence. Le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique continuera, en collaboration avec les autres secrétariat à fournir une assistance aux Etats membres en vue de la réalisation des objectifs que les Etats membres ont arrêtés individuellement et collectivement.